

Grand Débat spécial Jeunesse

Lycée Hôtelier de Guyancourt - le 18 février 2019

- **Quel type de mobilité pouvons-nous mettre en place pour remplacer l'usage des voitures en ville?**

- Travailler sur l'usage du vélo (dans les villes)
- Les transports publics sont déjà en place. Pour les rendre plus attractif il faut améliorer la qualité des trains et assurer la gratuité des transports.
- Etude qui démontre que la gratuité n'augmente pas la fréquentation des transports publics.
- Question du financement de la gratuité : La gratuité des transports coute trop cher à l'Etat. Elle résulte dans un endettement trop accru de l'Etat ou alors dans un abaissement du pouvoir d'achat des français.
- Il faut donner la priorité à la transition écologique, la dette n'est pas un argument contre la gratuité des transports.
- Taxe carbone n'est pas une bonne idée. Il faut s'attaquer à la production et non pas à la consommation.
- La vraie pollution se fait en ville. Il s'agit d'une problématique d'éducation
- La mobilité est une question sociale qu'on résout seulement en taxant les riches et non pas les gilets jaunes.
- Ne pas interdire les voitures aux gens, mais mettre des vélos de location à disposition sur le territoire et étendre les horaires des bus (après 21h, bus de nuit et de week-end).
- Repenser la mobilité, c'est repenser la ville, repenser notamment un urbanisme qui sépare lieu de travail et logement. Il faut rapprocher les deux.
- Plus de bus de nuit, peut-être mettre en place des bus plus petits la nuit.
- Établir un impôt payé par tout le monde qui finance la gratuité des transports
- Il ne faut pas établir un impôt, la transition écologique doit se faire par incitation et non pas par obligation.
- Il faut instaurer le métro de nuit dans les grandes villes en France. Cela se fait déjà dans d'autres pays. Il est possible d'abaisser le rythme des trains : il ne faut pas un train tous les 2 minutes la nuit, mais toutes les 30 minutes.
- Proposer des transports de nuit assure une sécurisation des femmes.
- Si on veut que les citoyens utilisent moins leurs véhicules et plus les transports en commun, il faut que les parlementaires soient exemplaires et qu'eux aussi les empruntent davantage.

Remarques :

- Ce n'est pas l'Etat qui gère les lignes notamment de bus, mais ce sont d'autres collectivités.
- Ce sont les riches qui produisent les richesses.
- Ce sont ceux qui travaillent qui produisent les richesses et non pas les riches. Chacun doit être taxé en fonction de ses moyens
- Différents échanges sur le système de redistribution français et qui paye de l'impôt aujourd'hui en France

2. Comment pouvons-nous favoriser la participation citoyenne et/ou électorale ?

- Améliorer la communication entre maires/élus locaux et citoyens.
- Instaurer le vote obligatoire avec une reconnaissance du vote blanc.
- Annulation du scrutin si le vote blanc représente plus de 50% (peut engendrer des problématiques en termes de financement des campagnes électorales).
- Renforcer les structures politiques locales telles que les conseils de quartier.
- Rendre l'engagement politique plus attractive.
- La participation ne doit pas se limiter aux élections tous les 5 ans. Il faut plus de participation, plus régulièrement, à l'image des référendums en suisse.
- Le vote obligatoire est une mauvaise idée, le risque : les gens votent mal
- Les citoyens n'ont pas le temps de s'intéresser véritablement à la politique. La participation par referendum en suisse se fait seulement au niveau cantonal. Un référendum n'a du sens seulement s'il est local.
- Informer les citoyens avant le referendum, pour qu'ils soient un minimum informé du sujet sur lequel ils vont s'exprimer.
- Risque d'une distance trop accrue entre députés et citoyens si abaissement du nombre total des députés
- Il faut plus de représentativité dans l'AN (AN devrait être le miroir de la société française)
- Ecouter davantage les corps intermédiaires.
- Inclure une troisième chambre – composée de citoyens tirés au sort – avec la possibilité de s'opposer à un texte à la fin du processus législatif.
- Le désengagement ne se limite pas à la politique classique. Il concerne toute les sphères de la vie sociale, les associations, comités de fêtes etc.. Il faut prendre cela en compte et trouver une solution à ce désengagement.
- Nécessité d'une chambre des travailleurs qui représente la société.
- Plus d'accessibilité des informations produites par des experts.

3. Sujets libres

- Renforcer les cours d'éducation civique afin de lutter contre le désintéressement des jeunes.
- Augmenter la rémunération des professeurs et les effectifs de l'Education nationale
- Approfondir les cours d'éducation civique en abordant la question de façon plus ludique : visites et rencontres avec des élus et des associations. Ne pas utiliser ces cours pour dispenser des cours d'histoire-géographie.
- Supprimer les écoles privés (ou au moins le financement public dont ils bénéficient),
- Supprimer la sélection dans les universités et établir un service civique bien rémunéré.
- Réformer l'Education nationale, augmenter le nombre de professeurs, abaisser le nombre des fonctionnaires de l'Education nationale.
- Améliorer l'offre de formation, surtout à la campagne.
- Recruter des professeurs de collège plus qualifiés
- Adapter l'offre de places en formation/études aux débouchés professionnels et également assurer le passage licence-master.

- Supprimer la sélection à l'entrée en licence n'a pas de sens, si la sélection se fait ensuite au niveau du master.
- Faire de la pédagogie auprès des parents, en leur expliquant qu'il n'y a pas de honte à faire un cursus professionnel ou un apprentissage.

4. Que pouvons-nous proposer pour améliorer l'intégration de chacun dans notre nation ?

Propositions :

- Instaurer un service civique obligatoire de 2 ans après le bac
- Lutter contre le communautarisme
- Écouter les mouvements sociaux, la population en générale
- Instaurer un service obligatoire non pas dans l'armée mais dans des associations. Nécessité de retrouver le sentiment de fierté de son identité française et la possibilité de rencontrer des personnes de toutes les classes sociales de France.
- Nécessité d'une politique de mixité sociale plus importante
- Créer l'égalité des salaires homme-femme

Remarque :

- La où il n'y a pas de république il y a du communautarisme